



**PRÉFÈTE
DE VAUCLUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Avignon, le 25 novembre 2023

RENCONTRE AVEC LES INTERVENANTES SOCIALES EN COMMISSARIAT ET EN GENDARMERIE (ISCG)

À l'occasion de la journée internationale de lutte contre les violences envers les femmes, le directeur de cabinet de la préfète de Vaucluse accompagnée de la déléguée aux droits des femmes et à l'égalité se sont rendus dans les locaux de l'AMAV, association de médiation et d'aide aux victimes du réseau France Victimes, pour échanger avec les trois intervenantes sociales qui luttent contre les violences intra-familiales au sein des brigades de gendarmerie du Vaucluse et du commissariat d'Avignon.

L'AMAV intervient en tant qu'employeur des intervenantes sociales et les met à la disposition du groupement de gendarmerie et de la DDSP pour prévenir les violences intra-familiales. Elles apportent un regard social sur les situations rencontrées par les forces de l'ordre, au travers des plaintes ou des interventions d'urgence, et proposent des solutions aux problématiques rencontrées par les familles et qui peuvent constituer un terrain favorable aux violences.

Elles font partie d'un réseau de plus de 460 intervenants sociaux qui ont été déployés partout en France comme l'un des axes forts de la politique gouvernementale de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes. Dans le Vaucluse, l'État, le conseil départemental et la commune d'Avignon cofinancent ce dispositif.

Sur les 10 premiers mois de l'année, les intervenantes sociales en gendarmerie ont apporté des solutions pour 1 258 situations familiales pour lesquelles elles ont été saisies. Dans plus de 9 cas sur 10, ces personnes n'étaient pas connues des services sociaux du département. Les ISCG sont reconnues comme un maillon supplémentaire essentiel pour identifier les situations à risque, et contribuer à désamorcer le danger.

Les deux intervenantes sociales en gendarmerie sont rattachées à la Maison de la confiance et de la protection des familles et sont basées à Avignon et Apt.

Depuis le 1^{er} octobre, une intervenante est en poste au commissariat d'Avignon, apportant ce service essentiel dans un nouveau secteur du département.

L'État ne relâche pas ses efforts pour améliorer, d'année en année, le travail de prévention et de lutte contre les violences conjugales en soutenant les approches les plus qualitatives :

- davantage de dispositifs de prévention comme les téléphones graves danger (TGD) : 135 femmes en ont bénéficié entre janvier et septembre 2023.
- une intervenante sociale supplémentaire, basée en zone police.

Bureau de la Représentation de l'État et de la Communication Interministérielle

Mél : pref-communication@vaucluse.gouv.fr

   @prefet84
www.vaucluse.gouv.fr

2 avenue de la Folie
84000 AVIGNON

- une meilleure interconnexion de l'ensemble des acteurs (forces de l'ordre, soin, services sociaux, associations) pour la détection du risque et pour l'accompagnement des victimes.
- l'ouverture de la maison Mazarine au centre hospitalier d'Avignon permet une prise en charge spécifique et pluridisciplinaire, pour la prise en compte du trauma et pour de meilleures chances dans l'action judiciaire grâce au recueil de preuves.
- Sur les cinq premiers mois de fonctionnement, elle a accueilli 308 victimes (188 femmes et 120 mineurs).
- 14 places d'hébergement ont été créées en 2023 pour permettre aux femmes de quitter le lieu des violences et de se mettre à l'abri. Cela porte à 57 le nombre total de places financées par l'État, qui a compétence pour héberger les femmes seules ou accompagnées d'enfants de plus de 3 ans.
- la prise en charge des auteurs de violences est renforcée depuis la création des CPCA en 2021. Cette approche est notamment basée sur la mobilisation du soin et sur les stages de responsabilisation. Ce sont particulièrement les primo-délinquants qui sont ciblés, et 90 d'entre eux ont déjà été suivis en 2023.